

Les subsides

n'est pas que les conclusions de l'une ou de l'autre seraient inutiles ou superflues, mais je trouve qu'il est temps que le gouvernement adopte une position énergique. Il n'y arrivera pas en signant avec la Yougoslavie des accords comportant en contrepartie des dispositions qui joueraient au détriment de certains autres de nos secteurs ou en bradant nos techniques d'une façon qui réduise à néant toutes nos perspectives de création d'emplois et d'expansion au Canada. Ce n'est pas ainsi que nous devons procéder. Nous devons procéder d'une manière qui favorise nos intérêts à long terme, en nous assurant par ailleurs que les pays qui achètent notre technologie ne s'en serviront pas pour se doter d'engins destructeurs. Je suis certain que le ministre est très conscient de toutes ces considérations.

Je voudrais profiter des quelques minutes qui me restent pour insister sur certaines idées qui me paraissent importantes et peuvent être mises en pratique. Il faut rationaliser l'industrie nucléaire. Je reconnais qu'on s'y emploie. Les industries ont souvent eu à se livrer concurrence et, étant donné le peu d'activité économique dans le secteur, elle n'en avait certes pas les moyens. Mais l'industrie doit rationaliser ses activités, tout comme le gouvernement. Si nous remontons à l'époque des contrats avec l'Argentine ou d'autres négociations qui furent bien stériles, nous savons qu'il y a place pour une coopération accrue entre les ministères du gouvernement et à l'intérieur de la société de la Couronne, l'EACL.

Nous recommandons en particulier une discussion franche et complète de notre système de gestion de l'élimination des déchets. Pour avoir visité les installations de Whiteshell, comme l'a sans doute maintenant fait le ministre, je sais que nous avons l'un des meilleurs programmes qui se puisse trouver n'importe où dans le monde à cet égard. Les autorités d'autres pays suivent attentivement les résultats en espérant y trouver des solutions à leurs problèmes d'élimination des déchets. Nous devrions avoir à ce sujet une discussion franche et approfondie pour sensibiliser le public et nous assurer que nous prenons une orientation qui sert nos intérêts. Nous devrions également veiller à ce que, sur le plan intérieur, nos réacteurs nucléaires s'intègrent dans une stratégie industrielle globale. Il est clair que nous n'avons pas de stratégie industrielle. Cela est particulièrement important dans ce domaine parce que nos réacteurs, que ce soient ceux de Pointe Lepreau, de Gentilly, de NPD ou de Pickering, nous en fournissent la possibilité. Nos ressources nucléaires peuvent réellement contribuer à nos efforts industriels. L'énergie additionnelle de source nucléaire peut servir en effet non pas uniquement pour produire de l'électricité mais pour toute une gamme d'applications industrielles qui peuvent être vraiment avantageuses pour l'économie.

De plus, et c'est là une des lacunes majeures du NPD, il faut orienter la politique énergétique canadienne de manière à considérer cette source d'énergie au même titre que toutes les autres sources et pas seulement comme un élément accessoire que l'on peut ajouter ou retrancher à volonté. Il faut la considérer comme liée à l'environnement, aux autres sources d'énergie et ainsi de suite. En n'intégrant pas l'énergie nucléaire et la recherche et le développement en matière nucléaire dans sa politique énergétique le gouvernement nuit énormément à la façon dont il aborde présentement la question. Je ne pense pas me faire très bien comprendre du ministre, mais ils sont assez rares ceux qui considèrent l'énergie nucléaire sous cet angle.

Parallèlement à l'hydrogène, à l'éthanol et au méthanol, le réacteur nucléaire a un très grand rôle à jouer.

• (1200)

Enfin, nous ne devrions pas nous contenter d'élaborer une solide stratégie d'exportation aux États-Unis de l'électricité produite par nos centrales nucléaires, mais nous devrions également, pour stimuler notre potentiel d'exportation, élaborer une stratégie en vertu de laquelle un réacteur CANDU devient le pivot d'un complexe industriel dans un pays client. Avant la construction, la conception et l'exploitation de ces réacteurs, nous avons, contrairement à la plupart des autres pays, la possibilité d'en faire un centre énergétique plutôt qu'un simple réacteur nucléaire destiné à produire de l'électricité, ce qui est d'une valeur limitée, notamment dans les pays en voie de développement.

Je vous remercie de votre attention, monsieur le Président, et de m'avoir permis de prendre part au débat.

M. Ogle: Monsieur le Président, je voudrais poser seulement une question à mon collègue de Bruce-Grey. Après avoir écouté ses observations, j'aimerais qu'il me dise si la politique du parti conservateur en matière de développement atomique est similaire à celle du parti libéral.

M. Gurbin: Monsieur le Président, je serais heureux de répondre avec beaucoup de précision à la question qu'on m'a posée, mais c'est précisément là le problème. Le parti libéral du Canada n'a pas de politique.

M. Ogle: Et vous, quelle est la vôtre?

M. Gurbin: La question n'est pas là.

M. Blackburn: Monsieur le Président, je voulais qu'on m'éclaircisse.

M. Chrétien: Vous avez besoin de lumières.

M. Blackburn: J'attendrais longtemps avant d'en trouver dans votre groupe. Le député de Bruce-Grey (M. Gurbin) qui est médecin de profession, a prétendu, en se fondant sur le désastre qui est survenu dans une mine de charbon au Japon, que l'énergie ordinaire coûtait plus de vies humaines que l'énergie nucléaire. C'est très vrai dans l'immédiat. Mais il n'ignore certes pas, à titre de spécialiste, que sur une longue période les matières nucléaires présentent des risques pour la santé des gens qui doivent les manipuler.

Pourrait-il nous dire, par exemple, à la fois en tant que médecin et que député, ce qu'il pense du projet Manhattan de l'Université Columbia, à New York, où on a déversé de la matière fissile usée à Buffalo? Des centaines de personnes sont mortes 29 ou 31 ans plus tard à cause des radiations provenant des déchets enfouis. Pourrait-il nous donner son avis là-dessus?

M. Gurbin: Monsieur le Président, c'est peut-être, somme toute, un problème minime comparativement à ce qui s'est passé en Russie où on a supprimé toute trace de végétation dans une vaste région et où toute la population a été atteinte. Il y a déjà eu des barrages qui ont sauté, entraînant la mort de milliers de personnes.

Mais je reviendrai sur cette question. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il adviendra de l'humanité si nous ne réussissons pas à résoudre la crise énergétique? Pourrait-il nous dire ce qu'il pense des conséquences pour l'avenir de l'humanité de